

PREFET DU LOIRET

Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement

Orléans, le 13 JANVIER 2017

Unité départementale du Loiret

INSTALLATIONS CLASSEES

Société CIDEME

Commune de Gien- Arrabloy

***Demande d'autorisation pour un essai
d'incinération de combustibles solides de
récupération (CSR) sur une durée d'un
mois.***

RAPPORT DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSEES

- PJ : - Courrier du Conseil Régional de la région Centre-Val de Loire en date du 2 décembre 2016
- Courrier du Conseil Régional d'Ile-de-France en date du 27 septembre 2016
- Projet d'arrêté préfectoral complémentaire

I – Présentation de la demande

La société CIDEME exploite sur le territoire de la commune de GIEN-ARRABLOY une unité d'incinération d'ordures ménagères et de déchets d'activités de soins à risque infectieux (DASRI). Cette société appartient au groupe TIRU (Traitement Industriel des Résidus Urbains), groupe spécialisé dans la valorisation énergétique des déchets.

Les activités exercées par la société CIDEME sont réglementées par l'arrêté préfectoral du 23 juillet 2015.

L'arrêté préfectoral précité prévoit notamment en son article 1.2.3:

- que les déchets ménagers et assimilés admis proviennent principalement du département du Loiret (45), du Cher (18) et du Loir-et-Cher (41);
- qu'en plus des dispositions relatives à l'origine géographique des déchets, l'exploitant est autorisé à admettre sur site un tonnage annuel de 5000 tonnes d'ordures ménagères liées aux arrêts techniques ou fortuits des centres de traitement situés dans les départements limitrophes du Loiret et ce en respectant, les plans départementaux de gestion des déchets en vigueur.

L'exploitant est à la recherche de gisement complémentaires de déchets afin de combler son « vide de four ». Les tonnages reçus sur le site sont en effet inférieurs depuis 2008 au tonnage maximal annuel autorisé de 78 000 tonnes. En 2015, les apports en déchets sont de 62 939 tonnes, soit environ 80 % de la capacité maximale autorisée.

Selon l'exploitant, les recherches de gisements complémentaires dans les zones de chalandise autorisées par l'arrêté préfectoral n'ont pas aboutis.

La société SEMAVAL, implantée dans le département de l'Essonne (91) sur la commune de Vert-le-Grand, produit des Combustibles Solides de Récupération (CSR) dans son centre de tri récupérant des déchets de bois, cartons, plastiques, ainsi que des encombrants.

Par courrier en date du 17 mai 2016, la société CIDEME a sollicité Monsieur le Préfet du Loiret en vue de demander l'autorisation de réceptionner des combustibles solides de récupération (C.S..R) sur le site GIEN-ARRABLOY en provenance du département de l'Essonne (centre de tri SEMAVAL), afin de réaliser des essais d'incinération sur une période d'un mois (apport de 36 tonnes par jour, soit deux camions sur cinq jours par semaine).

II- Examen de la demande

2.1) Contexte réglementaire :

Les CSR sont des déchets à haut pouvoir calorifique issus d'origine diverses. Les CSR proviennent notamment de :

- Refus de tri de Déchets d'Activités Economique (DAE) après valorisation matière ;
- Refus de tri de Collectes Sélectives (CS) après valorisation matière ;
- Ordures Ménagères résiduelles (OMR) après tri à la source des emballages et biodéchets ;
- Refus légers d'unités de Tri-compostage ou Tri-méthanisation (après valorisation organique).

Une nouvelle rubrique ICPE a par ailleurs été créée par le décret n°2016-230 du 19 mai 2016 :
2971 : Installation de production de chaleur ou d'électricité à partir de déchets non dangereux préparés sous forme de combustibles solides de récupération dans une installation prévue à cet effet, associés ou non à un autre combustible.

Le décret précité introduit une définition des combustibles solides de récupération :

« Art. R. 541-8-1. - Un combustible solide de récupération est un déchet non dangereux solide, composé de déchets qui ont été triés de manière à en extraire la fraction valorisable sous forme de matière dans les conditions technico-économiques du moment, préparé pour être utilisé comme combustible dans une installation relevant de la rubrique 2971 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement. Reste un combustible solide de récupération, celui auquel sont associés des combustibles autorisés au B de la rubrique 2910. Un arrêté du ministre chargé de l'environnement fixe les caractéristiques de ces combustibles, la liste des installations où ils peuvent être préparés ainsi que les obligations auxquelles les exploitants de ces dernières installations sont soumis en vue de garantir la conformité des combustibles préparés à ces caractéristiques. »

Deux arrêtés ministériels encadrent la préparation et le traitement des CSR :

- Arrêté du 23 mai 2016 relatif à la préparation des combustibles solides de récupération en vue de leur utilisation dans des installations relevant de la rubrique 2971 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- Arrêté du 23 mai 2016 relatif aux installations de production de chaleur et/ou d'électricité à partir de déchets non dangereux préparés sous forme de combustibles solides de récupération dans des installations prévues à cet effet associés ou non à un autre combustible et relevant de la rubrique 2971 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.

La valorisation des CSR tend à se développer, pour être utilisé dans :

- les cimenteries ;
- les chaufferies industrielles ;
- les usines d'incinération d'ordures ménagères.

A l'heure actuelle, les débouchés sont encore peu nombreux et les CSR produits par la société SEMAVAL sont en grande partie expédiés en installation de stockage de déchets non dangereux, ou incinérés en cimenteries.

2.2) Composition des CSR produits par le site de SEMAVAL et contrôles proposés par l'exploitant :

Les CSR sont calibrés par un granulateur, dépourvus de métaux ferreux et non ferreux, et font l'objet d'analyse sur les concentrations en PCB, métaux, chlore, soufre, ainsi qu'une analyse du pouvoir calorifique inférieur (PCI) et supérieur (PCS).

Pour mesurer l'impact des CSR entrants sur les rejets atmosphériques lors de l'incinération, l'exploitant propose de réaliser quatre analyses au cours de la période d'essai (1 par semaine) sur les produits entrants. Les paramètres suivants seront suivis :

- Analyse de base : granulométrie, siccité ;
- Analyse élémentaire : soufre total, carbone total, hydrogène total, chlore total, fluor total ;
- Analyse thermique : PCI et PCS ;
- Analyse des métaux : arsenic, cadmium, baryum, chrome total, cuivre, molybdène, nickel, plomb, antimoine, sélénium, zinc, fluor, chlorures, sulfates et fraction soluble ;
- Analyse des composés : carbone organique total, BTEX, PCB, hydrocarbures (C10-C40), hydrocarbures aromatiques polycycliques (HAP).

A l'issue de cet essai et en fonction des résultats obtenus, l'exploitant envisage de déposer une demande d'autorisation pour incinérer ces déchets de manière pérenne.

2.3) Prescriptions techniques imposées par les arrêtés ministériels du 23 mai 2016

• Pour le producteur des CSR :

Le producteur du CSR doit respecter un certain nombre de prescriptions techniques, relative à la constitution de lots de CSR homogènes. Des analyses doivent être réalisées sur les CSR produits, selon une fréquence dépendant de la capacité journalière de l'installation.

Dans le cas présent, il convient que la société CIDEME soit destinataire à chaque livraison de CSR de la fiche de livraison définie à l'article 6 de l'arrêté précité.

• Pour les installations utilisatrices des CSR

Des prescriptions sont imposées sur les conditions d'admission et de livraison des combustibles, sur les conditions d'exploitation, la surveillance des rejets atmosphériques et aqueux, sur la gestion des résidus issus des installations.

L'arrêté préfectoral du site pourra être modifié pour intégrer des prescriptions complémentaires issues de ces arrêtés ministériels, dans le cas où l'exploitant souhaiterait pérenniser cet apport de déchets à l'issue de la période d'essai.

2.4) Consultation des conseils régionaux Île-de-France et Centre

L'importation de déchets depuis le département de l'Essonne n'est pas prévue par l'arrêté préfectoral du 23 juillet 2015 encadrant l'activité du site. A ce titre, une consultation des Conseils Régionaux (compétents en matière d'élaboration des plans d'élimination des déchets) de la région Centre-Val de Loire et de la région Île-de-France a été lancée le 26 juillet 2016 sur cette demande.

• Avis du Conseil Régional d'Île-de-France en date du 27 septembre 2016 :

Une copie de l'avis émis par le Conseil Régional d'Île-de-France est disponible en annexe du présent rapport. Celui-ci indique notamment que :

« - le PREDMA ne limite pas les flux transrégionaux de déchets mais recommande le principe de proximité ; j'attire votre attention sur le fait que, dans le cas présent, les déchets vont faire plus de 125 kms pour être traités.

- le flux de CSR n'était pas spécifiquement identifié lors des travaux d'élaboration du PREDMA, qui a été approuvé en novembre 2009, et n'a donc pas fait l'objet de prescriptions particulières ; »

Par ailleurs, il est précisé que les CSR ont été identifiés comme un enjeu majeur de la gestion des déchets à court et moyen terme, et que cette question sera abordée lors de la future élaboration du Plan Régional de Prévention et Gestion des Déchets, dont les travaux seront engagés prochainement.

- Avis du Conseil Régional de la région Centre-Val de Loire en date du 2 décembre 2016 :

Une copie de l'avis émis par le Conseil Régional d'Île-de-France est disponible en annexe du présent rapport. Celui-ci indique que :

- A la lecture du PPGDND du Loiret, il s'avère que ce Plan ne comporte aucune mention spécifique concernant l'incinération et l'importation des CSR, sujet récent qui n'était pas d'actualité lors des travaux d'élaboration de ce Plan.

La Région ne peut donc pas se prononcer sur la compatibilité de cette demande avec le PPGDND du Loiret.

- Je tiens toutefois à vous faire part de mon avis réservé sur l'incinération des CSR. Les objectifs de la Région portent en effet sur le développement d'actions de prévention et de réduction de la production de déchets, de recyclage, d'économie circulaire, dans le respect de la hiérarchisation des modes de traitement réaffirmé par la loi du 17 août 2015 relative à la transition énergétique pour la croissance verte. »

Par ailleurs, il est précisé que le sujet des CSR sera abordé lors de la future élaboration du Plan Régional de Prévention et Gestion des Déchets, dont les travaux d'élaboration seront engagés en 2017.

III- Avis et propositions de l'inspection :

L'incinération des CSR est une technique de valorisation qui est amenée à se développer à l'avenir. Selon l'exploitant, ses installations sont adaptées pour recevoir ce type de déchets. L'énergie thermique produite lors de l'incinération des déchets est valorisée sur le site sous forme d'énergie électrique par production de vapeur alimentant un turboalternateur de 5 500 kW électrique.

Dans le cadre de cet essai d'incinération d'un mois, l'inspection des installations classées propose :

- sur la provenance des déchets (article 3 du projet d'arrêté préfectoral) :

L'importation de déchets depuis le département de l'Essonne n'est pas prévue par l'arrêté préfectoral du 23 juillet 2015 encadrant l'activité du site. Toutefois, l'Essonne est un département limitrophe du Loiret.

Cette demande n'est pas incompatible avec les plans départementaux actuellement en vigueur.

La consultation des Conseils Régionaux ne fait pas ressortir d'opposition formelle liée à une filière de valorisation des CSR plus proche de l'installation productrice.

- conditions d'admission et d'entreposage des CSR (article 4 du projet d'arrêté préfectoral) :

L'acceptation des CSR sur le site de la société CIDEME est conditionnée à la remise de la fiche d'identification prévue à l'article 6 de l'arrêté du 23 mai 2016 relatif à la préparation des combustibles

IV- Conclusion :

La demande d'essai d'incinération des CSR pour une durée d'un mois et une quantité de 720 tonnes est recevable sur le plan technique et réglementaire, sous réserve que la société CIDEME respecte les dispositions du projet d'arrêté préfectoral annexé au présent rapport.

L'inspection devra être préalablement informée des dates de réalisation de l'essai.

Dans le cas où l'exploitant souhaiterait pérenniser cet apport de CSR à l'issue de la période d'essai, un porté à connaissance devra être adressé à M. le Préfet du Loiret en application de l'article R.512-33 du code de l'environnement.

En application de l'article R.512-31 du code de l'environnement, l'inspection propose à M. le préfet du Loiret de soumettre ce projet d'arrêté préfectoral à l'avis des membres du CODERST.

L'inspecteur de l'environnement en charge des
installations classées,

Pour le directeur,

solides de récupération en vue de leur utilisation dans des installations relevant de la rubrique 2971 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement

Même si l'UIOM de CIDEME n'est pas soumis à la rubrique 2971, l'inspection considère que la traçabilité des produits, les conditions d'admission et d'entreposage des CSR doivent être identiques à ceux utilisés dans les installations relevant de la rubrique 2971.

Par ailleurs, l'exploitant procédera au cours de l'essai industriel à quatre analyses portant sur l'ensemble des paramètres définis à l'alinéa I de l'article 4 de l'arrêté précité, et pas seulement sur les paramètres proposés dans son courrier du 17 mai 2016.

Les conditions d'admission et d'entreposage des CSR sur le site devront respecter les dispositions de l'article 8 de l'arrêté du 23 mai 2016 relatif aux installations de production de chaleur et/ou d'électricité à partir de déchets non dangereux préparés sous forme de combustibles solides de récupération dans des installations prévues à cet effet associés ou non à un autre combustible et relevant de la rubrique 2971 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.

- **surveillance des rejets atmosphériques (article 6 du projet d'arrêté préfectoral) :**

La surveillance des rejets atmosphériques sera réalisée en continu sur l'ensemble des paramètres définis à l'article 8.2.1 de l'arrêté préfectoral du 23 juillet 2015 encadrant les activités du site.

En cas de dépassement des valeurs limites d'émission, l'alimentation en déchets doit être stoppée conformément aux dispositions de l'article 2.3.4 de l'arrêté préfectoral du 23 juillet 2015.

Par ailleurs, au cours de la période d'essai, l'inspection demande qu'une mesure ponctuelle des rejets atmosphériques soit réalisée par un organisme extérieur sur l'ensemble des paramètres définis à l'article 8.2.1 de l'arrêté précité.

- **composition des mâchefers (article 5 du projet d'arrêté préfectoral) :**

La composition des mâchefers étant susceptible d'évoluer suite à cet apport de CSR, l'inspection demande que l'exploitant réalise une analyse des mâchefers produits lors de la période d'essai par un organisme tiers, en recherchant l'ensemble des substances précisées aux articles 5.2.9.2 et 5.2.9.3 de l'arrêté préfectoral du 23 juillet 2015

- **composition des résidus d'épuration des fumées (article 5 du projet d'arrêté préfectoral) :**

Lors de la période d'essai, une analyse des résidus de l'épuration des fumées doit être effectuée sur un échantillon représentatif. En particulier, un test de lixiviation doit être réalisé conformément au protocole défini selon les normes en vigueur. Les analyses porteront notamment sur la fraction soluble et les teneurs en métaux lourds.

- **remise d'un dossier synthétisant les résultats de l'essai (article 7 du projet d'arrêté préfectoral) :**

A l'issue de l'essai d'incinération des CSR, l'exploitant doit remettre à l'inspection un dossier comportant une synthèse et une interprétation des résultats des différentes analyses réalisées, notamment en comparant les résultats à ceux établis avant la période d'essai .